

## AMPLIFIER LA PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT

**Des créations de postes plutôt que le Grand Emprunt !****Mardi 1er juin à 14 heures, place de la Sorbonne**

Le mardi 1er juin, au moment où le gouvernement annonce la rigueur pour tous les salariés, aggrave la pénurie pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche et confirme des suppressions d'emplois dans l'ensemble de la Fonction Publique, Valérie Pécresse présente officiellement l'opération Grand Emprunt, au Ministère, au lieu de la Sorbonne comme annoncé précédemment.

Le Grand Emprunt n'empêchera pas la rigueur ni les suppressions d'emplois dans la recherche publique et l'enseignement supérieur. La baisse générale des crédits de fonctionnement servira à payer les intérêts du Grand Emprunt. Le Grand Emprunt accélérera le développement d'un inacceptable système universitaire à deux vitesses. Mais même les universités qui bénéficieront des financements du Grand Emprunt seront fragilisées par l'obligation de passer par des partenariats public-privé.

Les organisations signataires appellent les étudiants et les personnels de la recherche et des universités parisiennes à se

rassembler le mardi 1er juin à 14 heures, place de la Sorbonne.

Au moment où des dizaines de milliers de salariés précaires, enseignants, chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs, assurent le fonctionnement des laboratoires et des services, où le gouvernement encourage le développement du Crédit Impôt Recherche et des projets financés par l'ANR, générateurs de précarité, nous rappellerons à la ministre que nous exigeons des créations de postes de fonctionnaires pour permettre la résorption de cette précarité massive. En lieu et place du Grand Emprunt, nous exigeons des emplois et des financements pérennes en quantité suffisante pour l'ensemble des universités et des organismes de recherche.

Signataires :

FSU (SNESUP – SNCS – SNEP – SNASUB)  
CGT (SNTRS – FERC'Sup) – UNSA (Sup'Recherche – SNPTES)  
SGEN-CFDT Recherche EPST  
Solidaires (SUD Recherche EPST – SUD Education – SUD Etudiant)  
CFTC Recherche  
SLR – SLU – UNEF

**Communiqué commun CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA**

Les organisations syndicales CFDT, CFTC <sup>[1]</sup>, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le lundi 31 mai 2010 pour faire l'analyse de la journée de mobilisation du 27 mai pour l'emploi, les salaires et les retraites et pour envisager les suites.

Elles portent une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée.

Les organisations syndicales rappellent que :

- la remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires ;
- la reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical ;
- la question des nouvelles ressources reste pleine et entière ;
- la situation de l'emploi se dégrade, notamment pour les jeunes et les seniors, nécessitant une autre politique de l'emploi.

Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.

Le gouvernement, avec mépris, a affirmé vouloir maintenir le cap sans prendre en compte la mobilisation des salarié(e)s. Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau. C'est inacceptable.

Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite.

Taxation des hauts revenus et des revenus du capital, harmonisation éventuelle entre le public et le privé... autant d'incertitudes et d'inquiétudes sur ses véritables intentions !

Rien n'est joué ! Le projet de loi devrait être présenté autour du 18 juin. L'intersyndicale se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne. Elle précisera ses analyses, continuera à faire connaître ses propositions et affina ses mots d'ordre. Elle continuera à convaincre les salarié(e)s que leur intervention est indispensable.

Elles décident et appellent les salarié(e)s du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin 2010.

Le 31 mai 2010

[1] La CFTC réserve sa réponse